Organisation des Nations Unies
pour l'alimentation et l'agriculture

2023
Juillet - Décembre

FAO Haiti

Bulletin d'information

Sommaire

1. Lancement du dernier rapport sur : “L’État de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde”.

2. Célébration de la journée internationale des femmes rurales.

3. Célébration de la journée mondiale de l’alimentation.

4. Haïti participe au Forum mondial pour l’alimentation

5. La FAO et le Ministère de l’agriculture, des ressources naturelles et du développement rural (MARNDR) collaborent pour l’amélioration de la sécurité alimentaire et la résilience des ménages face aux chocs dans le Nord’Est.

6. Le Ministère de l’agriculture, des ressources naturelles et du développement rural (MARNDR) et la FAO unissent leurs efforts dans la lutte contre les ravageurs des palmiers et des cocotiers en Haïti.

7. Le Ministère de l’agriculture, des ressources naturelles et du développement rural (MARNDR), l’Agence américaine pour le développement international (USAID) et la FAO intensifient leurs actions contre la Peste porcine africaine (PPA) en Haïti.

8. Le Ministère de l’environnement (MdE), le Ministère de l’agriculture, des ressources naturelles et du développement rural (MARNDR), le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et la FAO renforcent leur collaboration pour une planification participative et inclusive dans la conservation de la biodiversité.

9. La FAO fait le bilan du projet de renforcement des capacités de planification de l’adaptation aux changements climatiques pour la sécurité alimentaire et la nutrition.

10. Bilan des interventions de la FAO en Haïti durant l’année 2023

Rubrique évènements

11. Retraite du Personnel de la FAO : Renforcement des liens au sein d'une équipe dynamique.

12. Réalisation de deux ateliers stratégiques autour du Plan national d'éradication et de lutte contre la peste porcine africaine en Haïti.

13. Le Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires : Bilan et perspectives.

14. Participation d'Haïti aux consultations techniques dans le cadre de la 38e conférence régionale de la FAO.

15. Rencontre entre le Ministre de l'environnement et l'Officier en charge de la FAO.

16. Signature du projet « Appui à la production, transformation et commercialisation vivrière paysanne durable dans le département du Centre »

À PROPOS DE LA FAO

L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) est une agence spécialisée des Nations Unies présente en Haïti depuis 1978. Elle vient en appui au Gouvernement haïtien à travers une coopération technique en matière de politiques et stratégies de développement agricole, d'amélioration de la sécurité alimentaire et de la résilience des ménages face aux crises alimentaires, aux désastres naturels et changements climatiques.

Mots de l'Officier en charge

Chers amis,

La Représentation de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) en Haïti a le plaisir de mettre à votre disposition son dernier bulletin d'information pour l'année 2023.

Comme vous le savez, la question de l'alimentation demeure une préoccupation majeure, nécessitant une attention continue pour assurer la sécurité alimentaire. Le dernier rapport sur « L'État de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde », révèle qu'entre «691 et 783 millions de personnes souffraient de la faim en 2022. Cela représente une augmentation de 122 millions de personnes par rapport à 2019, avant la pandémie de coronavirus (COVID-19) ».

Selon la dernière évaluation du Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire (IPC), réalisée par la Coordination nationale de la sécurité alimentaire (CNSA) et publiée en septembre 2023 au cours de la période actuelle allant du mois d'août 2023 à février 2024, il a été estimé que 44 pour cent de la population en Haïti (4,35 millions de personnes) se trouvent en situation d'insécurité alimentaire et ont besoin d'une action humanitaire urgente. La lutte acharnée contre la faim en Haïti se heurte à des défis considérables, exacerbés par des facteurs tels que l'insécurité, la pauvreté, les catastrophes naturelles fréquentes et les problèmes d'infrastructures. Malgré ces défis, la FAO et ses partenaires déploient des efforts inlassables pour atténuer la prévalence de la malnutrition et créer des solutions durables afin d'améliorer la sécurité alimentaire dans le pays.

Dans ce bulletin, nous souhaitons partager avec vous des informations concernant les interventions récentes de la FAO dans le pays. Ainsi, vous y trouverez un article consacré à la célébration la Journée internationale des femmes rurales, mettant en lumière l'importance des femmes dans le secteur agricole. Elle a été suivie de la Journée mondiale de l'alimentation (JMA), célébrée autour du thème :« L'eau, c'est la vie, l'eau nous nourrit : ne laisser personne de côté ». Une section relate la participation d'Haïti au Forum mondial pour l'alimentation. Un événement majeur qui a contribué à la discussion mondiale sur les défis et les opportunités liés à l'alimentation et à l'agriculture.

Un article est également consacré au renforcement des activités pour l'amélioration des moyens d'existence des agriculteurs vulnérables dans le département du Nord'Est. Dans un autre registre, vous y trouverez des informations décrivant l'approche du Ministère de l'agriculture (MARNDR) et de la FAO dans la mise en œuvre des activités de lutte contre les ravageurs des palmiers et des cocotiers dans les départements des Nippes et de l'Ouest. Vous verrez aussi comment la FAO apporte son soutien au MARNDR dans le cadre de la mise en œuvre du Plan national d'éradication et de lutte contre la Peste porcine africaine (PPA).

Un article traitera de la collaboration entre le MdE, le PNUD et la FAO dans le cadre du projet de « Gestion durable des paysages productifs boisés pour la conservation de la biodiversité ». En dernier lieu, vous trouverez des articles présentant le bilan des interventions de la FAO, au cours de l'année 2023, relatif au renforcement des capacités de planification, d'adaptation aux changements climatiques pour la sécurité alimentaire et la nutrition ; et des moyens de subsistance des populations vulnérables dans les zones touchées par l'insécurité alimentaire.

En cette fin d'année, je saisis l'opportunité pour annoncer la fin de mon mandat en Haïti. En effet, après la mission de Monsieur José Luis Fernandez comme Représentant de l'Organisation, j'ai repris le flambeau en tant qu'Officer in Charge. Monsieur Fernandez a apporté une importante contribution à notre travail visant à éradiquer la faim, à promouvoir l'agriculture durable et à améliorer les conditions de vie de la population haïtienne. Qu'il me soit ici permis de lui renouveler mes remerciements. Je tiens également à exprimer ma profonde gratitude pour votre collaboration et votre soutien inébranlable tout au long de cette période. Cette collaboration a contribué à la réalisation des activités présentées dans ce bulletin pour le bénéfice de la population d'Haïti.

En cette période particulière, qu'il me soit également permis de vous adresser mes vœux les plus chaleureux pour les fêtes de fin d'année et à vous souhaiter, ainsi qu'à vos proches, une année 2024 empreinte de réussite et de prospérité. Que cette nouvelle année soit synonyme de paix, de solidarité, d'espoir et de collaboration continue.

Bonne lecture !

M. Patrick David
Officier en charge de la FAO en Haiti

1 Lancement du dernier rapport sur : “L’État de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde”

La FAO, le Fonds international de développement agricole (FIDA), l’Organisation mondiale de la santé (OMS), le Programme alimentaire mondial (PAM) et le Fonds des Nations Unies pour l’enfance (UNICEF) ont procédé à la publication de la dernière édition du rapport intitulé : “L’État de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde”, le mercredi 12 juillet dernier.

L’objectif du rapport est d’analyser les principaux progrès réalisés au niveau mondial pour éliminer la faim, assurer la sécurité alimentaire et améliorer la nutrition. Il analyse les principaux défis à relever pour atteindre ces buts dans le cadre des Objectifs de développement durable (ODD), d’ici 2030.

L’édition 2023 du rapport révèle qu’entre 691 et 783 millions de personnes souffraient de la faim en 2022. Cela représente une augmentation de 122 millions de personnes par rapport à 2019, avant la pandémie de coronavirus (COVID-19). Le rapport analyse également l’urbanisation croissante comme une “méga tendance” qui a un impact sur les aliments que les gens consomment et sur la manière dont ils les consomment.

Si les tendances restent les mêmes, l’Objectif de développement durable (ODD) visant à éliminer la faim d’ici 2030 ne sera pas atteint, préviennent les chefs des cinq agences des Nations Unies : monsieur Qu Dongyu, Directeur général de la FAO; monsieur Alvaro Lario, Président du FIDA; monsieur Tedros Adhanom Ghebreyesus, Directeur général de l’OMS; madame Cindy McCain, Directrice exécutive du PAM; et madame Catherine Russell, Directrice exécutive de l’UNICEF. Ils ont déclaré qu’ ‘’En effet, la réalisation de l’objectif «Faim zéro» d’ici à 2030 est un défi de taille. Malheureusement, malgré tous les efforts, près de 600 millions de personnes devraient encore souffrir de la faim en 2030’’.

Toutefois, selon monsieur António Guterres, Secrétaire général de l’Organisation des Nations Unies (ONU) : ’’Il y a des lueurs d’espoir, certaines régions sont en passe d’atteindre certains objectifs nutritionnels d’ici 2030. Dans l’ensemble, cependant, nous avons besoin d’un effort mondial immédiat et intense pour réaliser les objectifs de développement durable. Nous devons renforcer la résilience face aux chocs et aux crises qui provoquent l’insécurité alimentaire, des conflits au climat’’.

De son côté, monsieur QU Dongyu, Directeur général de la FAO a déclaré que: ‘’La reprise après la pandémie mondiale a été inégale et la guerre en Ukraine a affecté la disponibilité d’aliments nutritifs et de régimes alimentaires sains. Il s’agit de la ‘’nouvelle normalité’’ où le changement climatique, les conflits et l’instabilité économique poussent les populations marginalisées à s’éloigner encore plus de la sécurité. Nous ne pouvons plus nous contenter de faire ce que nous avons fait toute notre vie.’’

Pour sa part, monsieur Alvaro Lario, Président du FIDA a souligné qu’: ‘’Un monde sans faim est possible. Ce qui nous manque, c’est l’investissement et la volonté politique de mettre en œuvre des solutions à grande échelle. Nous pouvons éradiquer la faim si elle devient une priorité mondiale. Les investissements dans les petits exploitants et leur adaptation au changement climatique, l’accès aux intrants et aux technologies, ainsi que l’accès au financement pour créer de petites entreprises agroalimentaires peuvent faire la différence.’’

Madame Catherine Russell, Directrice générale de l’UNICEF a insisté sur le fait que: ‘’La malnutrition est une menace majeure pour la survie, la croissance et le développement des enfants. L’ampleur de la crise nutritionnelle exige une réponse plus forte axée sur les enfants, notamment en donnant la priorité à l’accès à des régimes alimentaires nutritifs et abordables et à des services de nutrition essentiels, en protégeant les enfants et les adolescents contre les aliments ultra-transformés et pauvres en nutriments, et en renforçant les chaînes d’approvisionnement alimentaire et nutritionnel, y compris les aliments enrichis et thérapeutiques pour les enfants’’.

Pour Madame Cindy McCain, Directrice exécutive du PAM: ‘’La faim augmente alors que les ressources dont nous avons besoin de toute urgence pour protéger les plus vulnérables diminuent dangereusement. En tant qu’humanitaires, nous sommes confrontés au plus grand défi que nous n’ayons jamais connu. La communauté mondiale doit agir rapidement, intelligemment et avec compassion pour renverser la vapeur et inverser la tendance de la faim’’.

Monsieur Tedros Adhanom Ghebreyesus, Directeur général de l’OMS a souligné que: ‘’L’émaciation chez l’enfant reste à un niveau inacceptable et aucun progrès n’a été accompli dans la réduction de la surcharge pondérale chez l’enfant. Nous avons besoin de politiques publiques, d’investissements et d’actions ciblées pour créer des environnements alimentaires plus sains pour tous’’.

Bien que les chiffres de la faim dans le monde soient restés relativement stables entre 2021 et 2022, de nombreuses régions du monde sont confrontées à une aggravation des crises alimentaires. En 2022, des progrès dans la réduction de la faim ont été observés en Asie et en Amérique latine, mais la faim a continué d’augmenter en Asie occidentale, dans les Caraïbes et dans toutes les sous-régions d’Afrique. Le rapport a également indiqué qu’environ 29,6 pour cent de la population mondiale, soit 2,4 milliards de personnes, n’ont pas un accès régulier à la nourriture. Parmi elles, quelque 900 millions de personnes étaient confrontées à une insécurité alimentaire grave.

Le rapport recommande que pour promouvoir efficacement la sécurité alimentaire et la nutrition, les interventions politiques, les actions et les investissements soient guidés par une meilleure compréhension de la relation complexe et évolutive entre l’ensemble du continuum rural-urbain et les systèmes agroalimentaires.

2 Célébration de la journée internationale des femmes rurales

Instituée par l'Assemblée générale de l'ONU en 2007, la Journée internationale des femmes rurales est célébrée annuellement le 15 octobre. Elle vise à reconnaître et à promouvoir le rôle essentiel des femmes rurales dans la vie quotidienne, notamment dans le domaine agricole. Cette journée met en lumière leur contribution significative à la sécurité alimentaire, à la préservation des ressources naturelles et au développement rural. Cette année, le Ministère à la condition féminine et aux droits des femmes (MCFDF), l'Entité des Nations unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU FEMMES) et la FAO ont unis leurs efforts pour souligner le rôle essentiel des femmes rurales dans le développement socio-économique et agricole du pays.

La célébration de la journée internationale des femmes rurales s'est déroulée dans la commune de Saint-Louis du Sud. Elle avait pour but de mettre en avant les défis auxquels les femmes rurales sont confrontées et de susciter une plaidoirie continue en faveur de leur émancipation et de leur autonomie au sein de la société. Le choix des instances organisatrices s'est porté sur Saint-Louis du Sud en raison des multiples défis auxquels cette commune fait face. En effet cette commune a fait face aux conséquences particulièrement préjudiciables du séisme du 14 aout 2021 telles que la destruction des jardins, la perte d'animaux et de résidences. Ses habitants, notamment des femmes, ont été fortement impactés. Afin de leur apporter un soutien, de créer un espace

de réflexion, de parole et aussi pour mettre en avant le savoir-faire des femmes de la communauté, une exposition-vente et une conférence-débat autour de l'autonomisation des femmes ont été organisées en présence des représentants du MCFDF, de l'ONU FEMMES, de la FAO, des autorités départementales et des associations de femmes.

La foire d'exposition des produits agricoles a constitué une plateforme importante permettant à ces associations de femmes de présenter leurs produits au public, favorisant ainsi la mise en avant de la production locale tout en mettant en valeur les réalisations des femmes rurales. Au total, quatre-vingts personnes membres de dix associations différentes ont participé à cette foire, qui a été l'occasion pour certains d'entre eux de présenter une gamme diversifiée de produits, allant des produits agricoles frais aux articles transformés. La conférence-débat de son côté a contribué à stimuler la réflexion autour des perspectives sur la protection des cultures contre les maladies et les pestes. Cette activité a permis aux associations présentes de partager leurs témoignages et préoccupations. Il faut souligner que certaines des associations présentes lors de l'événement sont des bénéficiaires du projet « Renforcement de l'autonomisation socio-économique des femmes rurales », financé par la FAO. Ce projet vise à promouvoir et à défendre les droits fondamentaux des femmes tout en luttant contre les inégalités de genre.

La journée internationale des femmes rurales demeure une occasion cruciale pour réitérer l'importance de l'autonomisation des femmes dans le développement global du pays. La collaboration étroite entre le gouvernement, les agences onusiennes et les associations de femmes souligne l'importance d'une approche intersectorielle pour adresser les défis complexes auxquelles font face les femmes et les filles rurales. La FAO, à travers un appui financier et technique, renouvelle son appui au MCFDF dans ses efforts visant à renforcer la résilience des femmes rurales, contribuant ainsi à la construction d'une société plus équitable et durable.

3 Célébration de la journée mondiale de l'alimentation

La Journée mondiale de l'alimentation (JMA), célébrée annuellement le 16 octobre, représente une initiative mondiale majeure commémorée par la FAO pour sensibiliser aux défis de la faim mondiale. Le thème de cette année, « L'eau, c'est la vie, l'eau nous nourrit : ne laisser personne de côté », souligne l'importance cruciale de l'eau dans le dialogue sur la sécurité alimentaire en Haïti. Repris en créole, le thème a été formulé comme suit : « Dlo se lavi, dlo ba nou manje. Pa wete dwa pèson pou li jwenn dlo », a ouvert ainsi l'espace de dialogue à toutes les actrices et à tous les acteurs concernés par la question de la sécurité alimentaire dans le pays en mettant notamment l'accès sur l'élément essentiel que représente l'eau. La JMA incarne les valeurs de bien-être collectif et de justice sociale, soutenues par le Ministère de l'agriculture, des ressources naturelles et du développement rural (MARNDR) et la FAO.

Au niveau mondial, les pressions croissantes sur les ressources en eau, exacerbées par la crise climatique, la croissance démographique, l'urbanisation et l'industrialisation, posent des défis significatifs. Les phénomènes météorologiques extrêmes affectent les écosystèmes, menaçant la sécurité alimentaire mondiale. Actuellement, plus d'un tiers de la population mondiale n'a pas accès à l'eau potable, et les petits exploitants agricoles, en particulier les femmes, les jeunes, les migrants et les réfugiés, sont les plus vulnérables.

En Haïti, selon la dernière évaluation du Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire (IPC), réalisée par la Coordination nationale de la sécurité alimentaire (CNSA) et publié en août 2023, il a été estimé qu'au cours de la période actuelle allant du mois d'août 2023 à février 2024, 14 pour cent de la population analysée, soit près de 1,4 million de personnes sont classées en Phase 4 de l'IPC (Urgence) et 30 pour cent (environ 2,95 millions de personnes) en Phase 3 (Crise). Ainsi, 44 pour cent de la population analysée présente une insécurité alimentaire élevée et a besoin d'une action humanitaire urgente pour combler les déficits de consommation et protéger les moyens d'existence.

Durant la célébration, le Ministre de l'agriculture, M. Charlot Brédy, a déclaré que « Le pays occupe depuis tantôt quatre ans, la tête du classement des pays les plus affectés par l'insécurité alimentaire et la malnutrition au niveau de la région Amérique Latine et Caraïbes ». Il poursuit pour souligner qu'en raison de l'accroissement alarmant de l'insécurité alimentaire en Haïti, nous sommes contraints à faire des choix intelligents pour contrôler ce fléau. Le Ministre nous rappelle que « le gouvernement s'engage à déployer tous ses efforts pour contenir au mieux les facteurs conjoncturels de la crise alimentaire, tout en renforçant les actions structurantes sur le court et le moyen terme […] Là où l'eau est disponible, il faut l'amener aux parcelles afin de réduire l'incidence de la sécheresse sur nos productions et limiter la dépendance alimentaire ».

L'Officier en Charge de la FAO, M. Patrick David a, pour sa part, insisté sur la nécessité de renforcer la collaboration dans la lutte contre l'insécurité alimentaire et nutritionnelle : « La coordination entre les secteurs pour mieux planifier et gérer les ressources en eau est fondamentale. L'eau et l'alimentation sont étroitement liées. Ainsi, pour réussir, les politiques doivent permettre de concilier des intérêts souvent divergents sans compromettre la santé des écosystèmes. »

Monsieur Charlot Bredy et Monsieur Patrick David ont saisi l'occasion pour procéder à la signature du projet « Gérer l'impact des crises socio-politiques en Haïti », visant à assurer la sécurité alimentaire et à renforcer la résilience du système agroalimentaire. Les représentants des deux institutions se sont entretenus, entre autres, sur : la Peste porcine africaine (PPA) ; l'initiative « Main dans la main » ; le Forum mondial de l'alimentation et le Fonds vert pour le climat.

La collaboration entre le MARNDR et la FAO vise à améliorer les systèmes agricoles et à contribuer à l'objectif mondial « Faim Zéro d'ici à 2030 ». C'est dans cette coopération franche et solide que des solutions durables émergent pour faire face aux défis complexes de la sécurité alimentaire en Haïti.

4 Haïti participe au Forum mondial pour l'alimentation

Du 16 au 20 octobre 2023, la FAO a organisé le Forum Mondial de l'Alimentation. Cet événement d'ampleur internationale s'est consacré aux enjeux cruciaux de la sécurité alimentaire, de l'agriculture durable, de la nutrition, de la lutte contre la faim, et d'autres questions connexes. La République d'Haïti était représentée par le Ministre de l'agriculture, des ressources naturelles et du développement rural (MARNDR) monsieur Charlot Bredy. L'Officier en charge de la Représentation de la FAO en Haïti monsieur Patrick David a également participé à ce forum.

Le Forum Mondial de l'Alimentation a pour objectif de répondre aux problématiques pressantes touchant les systèmes agroalimentaires et de frayer des voies nouvelles vers un avenir plus durable, résilient, inclusif et libéré de la faim. Il constitue une tribune mondiale où les nations peuvent partager des pratiques exemplaires, des innovations et des ressources dans le but de renforcer la sécurité alimentaire et de promouvoir l'agriculture durable à travers le monde.

Réalisé sous le thème : « La transformation des systèmes agroalimentaires accélère l'action climatique », le Forum s'est décliné en trois évènements phares : le forum mondial de la jeunesse ; le forum de la science et de l'innovation de la FAO ; et le forum de l'investissement « Main dans la Main ». Ce dernier s'inspire de l'initiative du même nom qui appuie la mise en œuvre de programmes menés à l'échelle nationale pour accélérer la transformation des systèmes agroalimentaires en éradiquant la pauvreté, en éliminant la faim et la malnutrition, et en réduisant les inégalités.

L'Initiative « Main dans la Main » de la FAO a mis le pays en valeur à travers le Forum Mondial de l'alimentation notamment en permettant au Ministre de l'Agriculture, Monsieur Charlot Bredy, ainsi qu'à son Directeur de Cabinet, Monsieur Vilaire Guerrier, de discuter des possibilités d'investissement. L'accent a été mis sur les opportunités d'investissement en Haïti, notamment dans les chaînes de valeur de l'igname et du café, ce qui confirme que, malgré les défis socioéconomiques le pays doit relever, de nombreuses opportunités d'accroître la résilience du pays, de générer des emplois et de contribuer à la consolidation de la paix, sont possibles.

La FAO en Haïti s'engage fermement à continuer de travailler en étroite collaboration avec l'État haïtien pour mettre en œuvre des mesures qui contribueront à la réduction de la pauvreté et à l'amélioration de la sécurité alimentaire dans le pays.

5 La FAO et le Ministère de l'agriculture, des ressources naturelles et du développement rural (MARNDR) collaborent pour l'amélioration de la sécurité alimentaire et la résilience des ménages face aux chocs dans le Nord'Est

Selon la Coordination nationale de la sécurité alimentaire (CNSA), les derniers résultats de l'analyse projetée du Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire (IPC) pour la période actuelle allant du mois d'août 2023 à février 2024, 14 pour cent de la population analysée, soit près de 1,4 million de personnes sont classées en Phase 4 de l'IPC (Urgence) et 30 pour cent (environ 2,95 millions de personnes) en Phase 3 (Crise). Ainsi, 44 pour cent de la population analysée présente une insécurité alimentaire élevée et a besoin d'une action humanitaire urgente pour combler les déficits de consommation et protéger les moyens d'existence. En comparaison avec l'analyse de septembre 2022, la classification de cette année a révélé une légère amélioration dans certaines des zones d'intérêt précédemment identifiées, avec une baisse de la proportion de la population en Phase 3 de l'IPC ou plus, passant de 47 pour cent à 44 pour cent.

En dépit de ces améliorations, le Haut Plateau et ses prolongements dans le Nord et l'Artibonite, ainsi que le Nord 'Est et le Nord 'Ouest font toujours face à des défis extrêmes. Cette situation alarmante a suscité une mobilisation d'urgence de la part de la FAO qui, en étroite collaboration avec le MARNDR et avec un financement de l'Union Européenne (UE), a mis en œuvre le projet d''' Amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle et renforcement de la résilience des populations vulnérables du département du Nord' Est''.

L'objectif du projet est d'accroître la sécurité alimentaire et nutritionnelle tout en renforçant la capacité des populations vulnérables du Nord 'Est d'Haïti à faire face aux imprévus et aux crises. La réalisation du projet se fait à travers une approche intégrée qui relie les activités productives, financières et sociales. Pour mieux orienter les actions de production auprès des bénéficiaires du projet, la FAO a réalisé un Diagnostic rural participatif rapide (DRPR) dans la région ciblée.

Ce DRPR a été effectué avec la participation active des autorités locales telles que le Conseil d'administration de la section communale (CASEC); les Bureaux agricoles communaux (BAC); les Organisations communautaires de base (OCB); et les personnes-ressources dans les communes de Fort-Liberté, Ferrier, Perches et Ouanaminthe afin de parvenir à la mise en place des Champs écoles paysans (CEP). Ce concept, basé sur une approche participative, vise à promouvoir des méthodes agricoles durables tout en renforçant les connaissances des agriculteurs locaux, et éventuellement de mettre en place des Activités génératrices de revenus (AGR) correspondants.

Le DRPR est la méthodologie courante d'évaluation et d'analyse utilisée dans le domaine de l'agriculture et du développement rural. Il vise à collecter rapidement des informations pertinentes sur une communauté agricole ou rurale spécifique en impliquant activement les membres de cette communauté dans le processus. Il combine des techniques participatives, des observations sur le terrain et des discussions pour recueillir des données sur les aspects sociaux, économiques et environnementaux qui affectent l'agriculture et les moyens de subsistance ruraux. Il est extrêmement pertinent, car il permet de collecter des informations contextualisées qui permettront de mieux comprendre les conditions locales, les pratiques agricoles traditionnelles, les contraintes environnementales et les besoins spécifiques de la communauté.

Dans le cadre du projet, le DRPR a touché 2 800 personnes, dont 48 pour cent étaient des femmes. Les informations collectées ont permis d'identifier des filières qui pourraient constituer des AGR rentables. Ainsi, la filière manioc propose la transformation du manioc en cassave, amidon et farine. De même, la filière arachide offre la possibilité de transformer l'arachide en beurre d'arachide, carapinia et tablettes sucrées. Pour la filière riz, le conditionnement, le stockage, le décorticage et le blanchiment du riz, pourraient être améliorées. Tandis que la filière maraîchère permettrait le renforcement de la production de sauce piquante et d'épices broyées. Pour la filière élevage caprin, l'accent est mis sur la mise en place d'une station de monte dont l'objectif est d'encourager et de diriger la reproduction et l'élevage par le croisement afin de pouvoir disposer sur place d'animaux utile à l'agriculture. Enfin, la filière aquacole se consacre à la production d'alevins et au grossissement des poissons en cage.

En plus des activités productives matérialisées à travers les Champs écoles paysans (CEP), les AGR et les jardins de case, le projet appui aussi des activités financières à travers 70 Associations villageoises d'épargne et de crédit (AVEC). Ces dernières impliquent environ 1 750 femmes cheffes de ménages et des activités de ''Cash For work'' au profit de 1 000 ménages vulnérables afin de réaliser des travaux en support à l'agriculture (curage de canaux de système d'irrigation, aménagement de pistes rurales, conservation de sols, assainissement…) dans les communes d'intervention du projet.

Le projet met également en œuvre des activités d'éducation nutritionnelle et d'hygiène des aliments au profit de 2 000 femmes leaders communautaires à travers la création d'environ 70 clubs d'écoute et de dialogue communautaires appelés «Club Dimitra«. Ces clubs sont des espaces qui portent une attention spéciale sur l'inclusion des groupes marginalisés, tels que les femmes et les jeunes, dans les prises de décisions afin d'orienter la vie des communautés concernées. Ainsi, dans le cadre du projet, plus de 2 100 femmes et hommes ont pris part à ces activités pour discuter des problèmes de développement ruraux dont ils sont sujets, dans le but de trouver des solutions et des mesures collectives pour l'amélioration de leurs moyens de subsistance.

À travers la réalisation de ce DRPR, l'Organisation s'engage plus que jamais à renforcer son soutien aux personnes ciblées dans les communes du département du Nord 'Est concernées par le projet en réalisant des analyses approfondies des besoins, des ressources, des défis et des opportunités liés à la sécurité alimentaire.

6 Le Ministère de l'agriculture, des ressources naturelles et du développement rural (MARNDR) et la FAO unissent leurs efforts dans la lutte contre les ravageurs des palmiers et des cocotiers en Haïti

Le Ministre de l'agriculture, monsieur Charlot Brédy, et le Représentant de la FAO, monsieur José Luis Fernandez, ont procédé à la signature du projet intitulé : «Appui au Gouvernement dans le contrôle intégré des ravageurs des palmiers et des cocotiers en Haïti».

Financé par les fonds propres de l'Organisation, le projet se déroule de juin 2023 à décembre 2024. Il a pour objectif la mise en œuvre d'un plan d'action, sous le patronage du MARNDR, pour contrôler l'invasion des ravageurs tels que la cochenille blanche et le rhinocéros du cocotier. Considérés comme des bioagresseurs, ces organismes portent atteinte aux cultures agricoles ou forestières et affectent les moyens d'existence de nombreux ménages haïtiens.

Le projet vise également le renforcement des capacités de la Direction de la production végétale et de la protection sanitaire (DPVPS) du MARNDR dans la lutte contre ces ravageurs. Il permettra au ministère d'améliorer sa gestion et sa gouvernance dans le domaine phytosanitaire à travers la DPVPS et du même coup travailler au renforcement de la potentialité physico-technique de cette direction pour une meilleure prise en charge de la gestion des bioagresseurs.

Ainsi, le MARNDR et la FAO ont procédé à l'élaboration d'un plan d'action intitulé : «Plan de contrôle des cochenilles de rhinocéros des cocotiers». Ce plan d'action est accompagné d'un guide destiné à fournir aux techniciens du ministère un manuel opérationnel pour la gestion de la lutte contre la cochenille blanche.

Les actions directes du projet vont être réalisées en deux phases distinctes : la première consistera à mettre en place une pépinière de plus de 300 000 plantules de cocotiers qui seront distribuées à 200 agriculteurs, dont 30 pour cent de femmes cheffes de ménages. Les bénéficiaires recevront du matériel d'aspersion, de protection, des produits phytosanitaires et des formations techniques.

La seconde phase tiendra compte du renforcement des capacités des encadreurs dans le domaine phytosanitaire, tout en mettant l'accent sur la manutention et l'utilisation rigoureuse des pesticides agricoles, afin de minimiser le risque de contamination des utilisateurs ou d'intoxication dans les aliments et les denrées agricoles. Les encadreurs se lanceront dans les activités de lutte chimique et de lutte biologique, représentant la dernière étape d'un contrôle intégré.

Le projet apportera une réponse efficace aux défis agricoles en lien avec l'attaque des bioagresseurs sur les cocotiers et du coup contribuera à la lutte contre l'insécurité alimentaire dans le pays.

7 Le Ministère de l'agriculture, des ressources naturelles et du développement rural (MARNDR), l'Agence américaine pour le développement international (USAID) et la FAO intensifient leurs actions contre la Peste porcine africaine (PPA) en Haïti

En septembre 2021, la présence de la Peste porcine africaine (PPA) a été confirmée dans le pays. Bien qu'elle ne soit pas transmissible à l'homme (c'est-à-dire qu'elle n'a pas d'effet direct sur les humains), la PPA a des effets dévastateurs sur l'économie rurale, notamment dans le secteur de l'élevage porcin. Cette maladie a un impact extrêmement préjudiciable sur l'ensemble de la chaîne de valeur porcine, ce qui se traduit par des conséquences graves pour la sécurité alimentaire et les moyens de subsistance des communautés rurales dépendant de l'élevage de porcs. Étant donné l'absence de vaccin ou de traitement efficace contre la PPA, la seule méthode pour endiguer la propagation du virus réside dans la stricte mise en œuvre de bonnes pratiques d'élevage et le respect rigoureux des mesures de biosécurité.

La FAO a accompagné l'État haïtien dans la définition d'un cadre de référence d'un programme d'intervention d'urgence sanitaire et d'éradication de la PPA. Un appui pour l'élaboration du plan d'action qui devrait conduire à l'éradication de la maladie. Il prend en considération les particularités de l'organisation de l'élevage porcin en Haïti, les conditions socioéconomiques et politiques dans lesquelles se trouvent le pays et l'expérience réalisée de l'éradication de cette épizootie. A ces contraintes, il faut ajouter que le virus de la PPA coexiste avec deux autres virus responsables de maladies porcines importantes comme la Peste Porcine classique (PPC) et la maladie de Teschen.

Le MARNDR a procédé à l'élaboration de ce plan pour l'éradication de la PPA. Pour une meilleure coordination des appuis dans le cadre de l'implémentation de ce plan d'action, la FAO a été désignée par les agences techniques internationales (Organisation internationale régionale pour la protection des plantes et la santé animale-OIRSA, IICA, OIE) intervenant dans la matière comme l'agence responsable de la coordination de leurs activités en Haïti, de façon à maximiser l'impact de leur support au gouvernement.

Avec le soutien financier du Bureau pour l'assistance humanitaire (Bureau for humanitarian assistance en anglais, BHA), une branche de l'Agence américaine pour le développement International (U.S. Agency for interna-

tional development, USAID), des mesures visant à faire face à la réapparition de la PPA sur le territoire national et à ses conséquences ont été mises en place à travers le projet : ‘’Renforcement global de la coordination des urgences de santé animale présentant une menace au niveau international’’. Ce projet cherche à mener une initiative pilote qui propose des moyens d’existence alternatifs aux éleveurs qui ont perdu des porcs à cause de la PPA.

Il se concentre sur trois axes fondamentaux : la communication sur les risques associés à l’épidémie ; la protection des moyens d’existence ; et le renforcement de la coordination entre les parties prenantes. En ce qui concerne l’axe sur la communication, une campagne de sensibilisation a été réalisée à l’échelle nationale mobilisant une trentaine de stations de radio positionnées stratégiquement sur tout le territoire. Cette campagne avait pour but d’informer la population de la présence alarmante de la PPA tout en faisant la promotion des mesures essentielles pour contenir la propagation de cette maladie dévastatrice.

Une campagne extensive de sensibilisation a été effectuée entre les mois de mai et de juillet. Cette initiative a couvert plusieurs canaux de communication, notamment le lancement d’une campagne de sensibilisation à travers des stations de radiodiffusion dans huit départements majeurs, touchant environ 3,3 millions de personnes dans les principales zones de production porcine. De plus, des campagnes de mégaphones ont été organisées dans douze communes ciblées à travers les dix départements nationaux, atteignant environ deux millions de personnes, notamment dans des zones éloignées où la diffusion radiophonique était limitée. Parallèlement, des supports de communication, tels que des affiches, des cartes postales, des dépliants, ont été conçus et distribués à divers emplacements institutionnels, avec une attention particulière portée aux écoles et au grand public.

Dans le cadre du projet, plusieurs réunions de concertation ont été réalisées entre la FAO et l’Unité de protection sanitaire (UPS) afin de procéder au ciblage d’interventions prioritaires et d’examiner les diverses modalités envisageables pour poursuivre l’appui aux efforts du MARNDR dans sa lutte contre la PPA. Ces rencontres ont permis, entre autres, de sélectionner les régions prioritaires pour l’intervention et de concevoir des produits de communication visant à sensibiliser efficacement les éleveurs porcins aux risques liés à la PPA. La collaboration étroite entre les deux institutions reste le socle essentiel de ces efforts, démontrant leur engagement envers la santé animale, la sécurité alimentaire et le bien-être des Haïtiens, tout en contribuant à l’éradication de la PPA dans le pays.

À propos du renforcement des moyens de subsistance des populations rurales, en particulier celles qui dépendent de l’élevage porcin dans les communes de Ferrier, de Fort-Liberté et de Ouanaminthe, à date 123 boucs et 616 chèvres ont été distribués à 154 ménages dont 76 étaient dirigés par des femmes cheffes de famille. Avec le soutien financier du Bureau pour l’assistance humanitaire (Bureau for humanitarian assistance en anglais, BHA), de l’Agence américaine pour le développement

International (U.S. Agency for international development, USAID), des mesures visant à faire face à la réapparition de la PPA sur le territoire national et à ses conséquences ont été mises en place à travers le projet : ‘’Renforcement global de la coordination des urgences de santé animale présentant une menace au niveau international’’.

Le projet s’est également engagé dans une approche de mise en réseau d’Organisations non gouvernementales (ONG) ayant des compétences avérées dans le domaine des productions et de la santé animale en vue d’élargir sa couverture nationale en matière de sensibilisation/formation aux risques liés à la maladie. En effet, toutes les opérations ont été menées en collaboration avec des entités locales, comprenant une société de conseil, trois ONG spécialisées dans la santé animale, et onze ONG œuvrant dans l’humanitaire. Cette synergie a été établie dans un contexte de troubles nationaux, de conditions climatiques défavorables et de perturbations sociales. Elle a contribué à renforcer la pérennité des activités liées à la communication des risques, à la sensibilisation sur le terrain et à l’adoption d’attitudes préventives face aux maladies porcines.

Ces activités viennent en appui aux efforts investis par le ministère à travers l’UPS pour l’implémentation de son Plan national d’éradication et de lutte contre la PPA. En termes de renforcement de la coordination, une rencontre a été organisée avec les différentes parties prenantes dont le Service d’inspection sanitaire des animaux et des plantes (APHIS), une agence du département de l’agriculture des États-Unis (USDA), l’Institut interaméricain de coopération pour l’agriculture (IICA), et l’Université Tuskegee en Alabama.

La FAO Haïti s’engage à poursuivre son appui aux efforts du MARNDR dans la mise en œuvre du son Plan national d’éradication et de Lutte contre la PPA et dans la mobilisation de fonds pour lutter contre la maladie.

8 Le Ministère de l'environnement (MdE), le Ministère de l'agriculture, des ressources naturelles et du développement rural (MARNDR), le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et la FAO renforcent leur collaboration pour une planification participative et inclusive dans la conservation de la biodiversité

Dans le cadre du projet de «Gestion durable des paysages productifs boisés pour la conservation de la biodiversité» financé par le Fonds pour l'environnement mondial (FEM), cofinancé par le PNUD et la FAO et exécuté en étroite collaboration avec les ministères de l'environnement et de l'agriculture, un atelier de programmation budgétaire de trois jours a été réalisé du 18 au 20 juillet 2023 à Cap-Haïtien.

L'objectif de cet atelier était d'engager une démarche participative, impliquant toutes les parties prenantes à chaque étape de la mise en œuvre du projet. Cette activité s'est déroulée en présence des cadres des ministères de l'agriculture et de l'environnement, d'un représentant du PNUD et de cadres de la FAO, des acteurs des filières de café, de cacao et des représentants d'Organisation non gouvernementale (ONG) œuvrant dans le développement et la gestion des secteurs agricole et environnemental.

Réalisé de manière participative et inclusive, cet atelier a permis d'aboutir à des recommandations pertinentes pour la mise en œuvre d'activités telles que: l'amélioration des capacités techniques et financières des Organisations communautaires de base (OCB) ; la contribution au renforcement de la résilience des groupes vulnérables; et la diversification des sources de revenus des populations visées, par la promotion des chaînes de valeur rentables et respectueuses de l'environnement. Cette activité a également permis d'élaborer un plan de travail pluriannuel afin de faciliter la mise en œuvre du projet.

Le projet «Gestion durable des paysages productifs boisés pour la conservation de la biodiversité» vise l'amélioration de la gestion du paysage et la création de conditions favorables à son expansion tout en établissant des mécanismes de prévention et de réduction des risques pour accroître la résilience face aux catastrophes naturelles et aux impacts du changement climatique. Intervenant dans 16 communes des départements du Nord, du Nord'Est et de l'Artibonite, le projet permettra la génération de bénéfices importants pour la biodiversité et aura un impact positif sur la gestion durable des terres, contribuera au renforcement des moyens de subsistance de populations ciblées avec un regard particulier sur le genre, tout en améliorant les conditions de vie des agriculteurs du Nord d'Haïti.

9 La FAO fait le bilan du projet de renforcement des capacités de planification de l'adaptation aux changements climatiques pour la sécurité alimentaire et la nutrition

Le projet de « Renforcement des capacités de planification de l'adaptation aux changements climatiques pour la sécurité alimentaire et la nutrition » en Haïti ou projet SAGA est mis en œuvre par la FAO en étroite collaboration avec le MARNDR et le MdE. Il vise à renforcer la résilience des secteurs agricoles dans un contexte de changement climatique tout en assurant la sécurité alimentaire et la nutrition. Financé par le gouvernement du Québec, ce projet s'appuie sur un partenariat solide avec deux équipes de recherche de l'Université Laval, des chercheurs haïtiens et les instituts de recherche sur le climat et les Organisations de coopération internationale (OCI) du Québec.

Selon la FAO, les changements climatiques se réfèrent aux variations à long terme des caractéristiques climatiques, telles que la température, les précipitations, les vents et d'autres éléments, qui se produisent naturellement ou en raison de l'activité humaine. Ces variations climatiques ont des impacts significatifs sur les écosystèmes, les systèmes alimentaires, l'agriculture, la sécurité alimentaire et les moyens de subsistance des populations. Dans la région caribéenne, il a été constaté une augmentation du niveau de la mer et l'érosion côtière; la dégradation des récifs coralliens et la perte de biodiversité marine; les événements climatiques extrêmes et les perturbations des cultures. En Haïti, d'après la Politique nationale de lutte contre les changements climatiques (PNCC), les changements climatiques auraient un impact sur les zones côtières, l'environnement et l'agriculture.

Depuis 2019, en Haïti, le projet SAGA met en œuvre une approche qui englobe plusieurs acteurs, pour soutenir la planification de l'adaptation aux changements climatiques. Pour mettre en oeuvre ces actions, le projet s'appuie sur trois piliers : appui aux politiques, initiatives communautaires pilotes et des activités de recherche. En ce qui concerne le premier pilier, le projet s'attelle au développement des documents d'orientation pour soutenir la formulation du Plan national

d'adaptation (PNA) ainsi que du Plan national d'action pour la gestion intégrée des ressources en eau (PAGIRE). De plus, il soutient la révision de la Contribution déterminée au niveau national (CDN) spécifiquement en ce qui concerne les secteurs agricoles.

Parallèlement, il œuvre au renforcement des capacités de planification de l'adaptation des responsables gouvernementaux. À travers des formations et des ateliers, des acteurs clés sont outillés pour aborder avec efficacité les défis liés à l'adaptation. En outre, le projet facilite un dialogue politique essentiel en créant des mécanismes de coordination. Ces derniers jouent un rôle crucial dans la lutte contre les changements climatiques, tant aux niveaux local et national qu'international.

En termes d'initiatives communautaires pilotes, le projet englobe diverses mesures essentielles visant à développer des systèmes de production résilients. Tout d'abord, il met en place l'approche Champ école paysan (CEP) spécifiquement conçue pour s'adapter aux changements climatiques, incluant la réhabilitation et la consolidation des systèmes agroforestiers à Camp Perrin. Parallèlement, des formations en techniques durables de maraîchage sont réalisées afin de renforcer les aptitudes en gestion des vergers et en conditionnement des fruits et légumes. Ces interventions contribuent à une production solide et durable.

L'approche du projet SAGA englobe également l'autonomisation des acteurs locaux. Au total, plus de 350 femmes et 250 hommes ont bénéficié de formation couvrant des domaines variés tels que l'agroécologie, la restauration des terres dégradées, et la gestion des ressources naturelles dans les communes de Hinche et de Maïssade, dans le département du Centre, ainsi que dans certaines régions des départements de la Grand'Anse, du Sud 'Est et du Nord 'Est.

Un partenariat fructueux a également été établi avec l'Université Laval (Canada) et des chercheurs haïtiens, aboutissant à des réalisations majeures :

- Une étude exhaustive a été menée sur les mécanismes d'adaptation adoptés à l'échelle communautaire par les productrices, producteurs et pêcheurs. Une série de consultations impliquant 600 acteurs locaux a permis de recueillir des informations sur les mécanismes d'adaptation existants, leurs déterminants, ainsi que les besoins en informations et en soutien exprimés pour favoriser l'adaptation aux changements climatiques. Ces données ont servi de base pour la création d'un guide en cours de finalisation, destiné à appuyer la planification de l'adaptation des secteurs agricoles face aux changements climatiques.
- Un guide de planification de l'adaptation des secteurs agricoles aux changements climatiques est en phase de validation, grâce à une collaboration étroite avec les experts du gouvernement haïtien.
- Un inventaire détaillé des études préexistantes sur la gestion des ressources en eau a été réalisé, accompagné d'une note conceptuelle identifiant les lacunes et les recommandations en vue de l'élaboration future du Plan d'action pour la gestion intégrée des ressources en eau (PAGIRE).

Ces initiatives multiples et interconnectées démontrent l'ampleur et la portée du projet SAGA, qui va bien au-delà d'une simple approche de planification pour engendrer un véritable changement positif et durable au sein des communautés locales.

La FAO s'engage à poursuivre son appui aux efforts de l'État haïtien pour le renforcement de la résilience des systèmes agricoles et alimentaires et pour faire face aux défis du changement climatique. L'Organisation encourage l'adoption de pratiques durables, la diversification des cultures, le développement de variétés résistantes aux conditions climatiques changeantes et la promotion de l'agroforesterie. De plus, il est crucial de continuer à encourager la gestion des ressources naturelles et l'amélioration des capacités des communautés à faire face aux événements climatiques extrêmes.

10 Bilan des interventions de la FAO en Haïti durant l'année 2023

Au cours de l'année 2023, le monde a été confronté à une convergence de défis d'envergure, allant de l'accentuation des manifestations du changement climatique à la persistance de la crise économique, en passant par les répercussions de la guerre en Ukraine sur les prix des denrées au sein du marché international. Ces situations ont eu des retombées significatives sur la sécurité alimentaire mondiale, impactant de manière particulièrement prononcée et négative les pays déjà en crise, ainsi que les segments de population les plus vulnérables.

Dans cette conjoncture complexe, le dernier rapport sur « L'Etat de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde » (SOFI 2023) révèle qu'entre 691 et 783 millions de personnes souffraient de la faim en 2022, marquant ainsi une augmentation de 122 millions de personnes par rapport à 2019, avant la pandémie de coronavirus (COVID-19). Ces chiffres soulignent l'ampleur du défi mondial de l'insécurité alimentaire, exacerbé par les multiples crises mentionnées précédemment.

Parallèlement, le Panorama régional de la sécurité alimentaire et de la nutrition (Panorama 2023) met l'accent sur la situation en Amérique latine et dans les Caraïbes. Ce rapport indique qu'Haïti se trouve confronté à une prévalence de sous-alimentation atteignant 45 pour cent, touchant 5,1 millions de personnes au cours de la période de 2020 à 2022. De plus, parmi les nations présentant une prévalence élevée d'anémie chez les femmes en âge de procréer, Haïti affiche le taux le plus élevé, s'élevant à 47,7 pour cent.

C'est dans ce cadre marqué par la violence, les catastrophes naturelles, et les perturbations socio-politiques, que la FAO a mis en œuvre des interventions qui s'alignent sur le quatrième domaine prioritaire du Cadre de programmation pays (CPP) : « Renforcement de la résilience des communautés face aux catastrophes naturelles et aux crises alimentaires par la réduction de l'impact des catastrophes naturelles sur la vie et les moyens de vie des ménages et des communautés rurales vulnérables ». Ainsi, au cours de cette année, la FAO a pu assister près de 15 000 ménages (soit 75 000 personnes environ) à travers différentes initiatives mis en œuvre avec le Ministère de l'agriculture, des ressources naturelles et du développement rural (MARNDR) en vue de contribuer à améliorer les conditions de vie des personnes affectées par des crises multiples.

Dans le cadre du projet « Amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle et renforcement de la résilience des populations vulnérables du département du Nord-Est », la FAO a procédé à une distribution de 280 kg de semences de légumineuses de qualité et de 3 000 matériels agricoles à 2 520 ménages. Deux formations de facilitateurs ont été réalisées au profit de 286 personnes. Dans le cadre des Clubs Dimitra (espaces d'échanges et de résolution de conflit communautaire impliquant également des hommes et des femmes), deux autres séances de formation ont été réalisées pour 146 bénéficiaires. De plus, 320 ménages producteurs ont bénéficié d'une séance de formation en éducation alimentaire et nutritionnelle ainsi qu'une sensibilisation à la sécurité alimentaire.

En ce qui a trait au projet « Renforcement de la sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations vulnérables des zones touchées par l'insécurité alimentaire », la FAO, avec le support financier de UNOCHA et UNCERF a réalisé trois distributions de semences de qualité à Belle Anse, Thiotte, Grand Gosier. Au total 170 tonnes de semences de qualité ont été distribuées à 2 000 ménages touchées par l'insécurité alimentaire sévère à travers le renforcement de leurs moyens d'existence productifs.

Avec l'appui financier du Fond spécial pour les activités d'urgence et de réhabilitation (SFERA) et de l'Agence suédoise de coopération internationale pour le développement (SIDA), la FAO a procédé à deux distributions de semences de qualité, fournissant ainsi un total de 10 tonnes de céréales et 42 tonnes de tubercules à 1 000 ménages, dans le cadre du projet « Renforcement des moyens de subsistance des populations vulnérables dans les zones touchées par l'insécurité alimentaire dans le département du Sud ». Parallèlement, une distribution de 1 000 têtes de bétail a été réalisée, bénéficiant à 500 ménages vulnérables.

Concernant le projet « Agriculture résiliente et alimentation scolaire durable dans le département de la Grand'Anse », financé par l'Union Européenne (UE), dont l'objectif est de répondre aux besoins de relèvement suite au séisme du 14 août 2021, y compris le relèvement agricole et le retour à l'école, la FAO a apporté son appui à 800 ménages au moyen d'une distribution de 100 kg de semences de qualité.

De son côté, le projet « Renforcement des moyens d'existence des populations vulnérables des zones touchées par le séisme du 14 août 2021 », dont l'objectif est de contribuer au relèvement de la population affectée dans les communes des Cayes, de Maniche et de Cavaillon situé dans le département du Sud, la FAO a réalisé plusieurs distributions. Au total, 5 tonnes de céréales, 10 tonnes de légumes, 5 tonnes de tubercules, 425 tonnes horticulture ont été distribuées à 1 000 ménages. En outre, 1 000 ménages ont bénéficié des distributions de 1 900 têtes de bétail ; 2 000 autres de 2 900 têtes de bétail. Ce projet est financé par le Fonds central d'intervention d'urgence des Nations Unies (CERF) et le Bureau de Coordination des Affaires Humanitaires (OCHA).

Dans le cadre du projet « Restaurer les moyens de subsistance grâce au soutien aux groupes de producteurs de semences et aux jardins familiaux sensibles à la nutrition », 6 Champs École Paysan (CEP) ont été mis en place pour bénéficier à 60 participants. De plus, une distribution de 11 tonnes de semences a été réalisée au profit de 300 ménages, et 60 autres ont reçu 55 kg de semences. Parallèlement, 1 000 ménages ont bénéficié de la distribution de 1 000 têtes de bétail.

Par ailleurs, ces actions sont alignées sur le Cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable (UNSDCF) 2023-2027 et contribuent à la mise en œuvre du plan de réponse humanitaire (HRP2023). En effet, selon le dernier aperçu des besoins humanitaires (HNO/ OCHA), un appel à mobilisation de 720 millions de dollars des Etats Unis (ci-après dollars) a été effectué, pour répondre aux besoins humanitaires croissants en Haïti, dont 420 millions de dollars pour le seul secteur de la sécurité alimentaire. De son coté, afin de répondre aux besoins agricoles urgents observés, la FAO a besoin de 61,7 millions de dollars des E-U pour venir en aide à 700 000 personnes.

Rubrique Évènements

Retraite du Personnel de la FAO : Renforcement des liens au sein d'une équipe dynamique

Du 20 au 21 juin 2023, la FAO a organisé une retraite du personnel, comprenant les membres de l'équipe opérant à la fois à Port-au-Prince et dans les cinq bureaux régionaux. Cette initiative a revêtu une signification particulièrement positive, étant centrée sur les avantages inhérents au renforcement des liens au sein de l'équipe. Grâce à des séances de réflexion stratégique et des échanges fructueux, la retraite a permis de solidifier l'engagement individuel envers la mission de la FAO, tout en cultivant une plus grande cohésion au sein de l'équipe.

Réalisation de deux ateliers stratégiques autour du Plan national d'éradication et de lutte contre la peste porcine africaine en Haïti

Le MARNDR a organisé les 15 et 29 septembre 2023 deux ateliers stratégiques de consultation pour la formulation d'une version révisée du Plan national d'éradication et de lutte contre la Peste porcine africaine en Haïti.

Réalisés avec le support technique et financier de la FAO, les ateliers se sont déroulés successivement à l'Hôtel Montana puis dans les bureaux de la Représentation de la FAO en Haïti en mode présentiel et virtuel. L'objectif de ces ateliers étaient, d'abord, de rassembler les éléments nécessaires à la formulation d'une version révisée du Plan national d'éradication de la peste porcine africaine en Haïti puis, et ensuite d'assurer la restitution et la validation desdits éléments.

Le Plan national d'éradication et de lutte contre la peste porcine africaine en Haïti comporte une phase d'urgence et une phase d'éradication. La première se concentre sur le dépistage, la sensibilisation, la formation, l'information et le contrôle des mouvements des animaux. La seconde phase porte sur la mise en place des structures vétérinaires centrales et déconcentrées permanentes.

La FAO Haïti réitère son engagement envers l'État haïtien dans la lutte contre la peste porcine africaine en vue d'améliorer la sécurité alimentaire.

Le Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires : Bilan et perspectives

Le Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires a eu lieu au siège de la FAO à Rome durant le mois de juillet. Il avait pour objectif de discuter des enjeux et opportunités liés à la transformation des systèmes agroalimentaires. Le Directeur général de la FAO, monsieur Qu Dongyu, a souligné l'importance de cette réunion en vue de renforcer la mise en commun des efforts et a exprimé la détermination de la FAO à soutenir les plans nationaux pour l'amélioration de la production, de la nutrition, de l'environnement et des conditions de vie pour tous.

Les représentants des différents pays participants ont examiné des thèmes majeurs tels que les investissements et les infrastructures pour connecter les produits aux marchés, l'économie circulaire et la bioéconomie pour accroître l'efficacité et la durabilité, ainsi que la nécessité de révéler les coûts cachés pour des décisions éclairées. Des discussions ont également abordé l'importance des jeunes et des femmes, l'exploitation de la science et de la technologie pour améliorer la production et la résilience climatique, ainsi que l'importance des ressources naturelles et des données pour la prise de décisions éclairées.

Le Ministre de la planification et de la coopération externe (MPCE), monsieur Ricard Pierre, a représenté le gouvernement haïtien lors de sa participation au Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires. Haïti fait face à des vulnérabilités climatiques et économiques, il est fortement tributaire du secteur agricole pour garantir la sécurité alimentaire de sa population. Le Sommet a ainsi offert une précieuse opportunité de partage d'expériences et de mise en avant des besoins spécifiques du pays.

Participation d'Haïti aux consultations techniques dans le cadre de la 38e conférence régionale de la FAO

La prochaine Conférence régionale de la FAO pour l'Amérique latine et les Caraïbes (LARC) se tiendra en mars 2024 à Georgetown (Guyana). Du 2 au 4 aout 2023, des cadres du MARNDR et du MdE ont participé à la consultation régionale préparatoire à la 38e Conférence régionale de la FAO.

Elle est le principal organe directeur de l'Organisation au niveau régional, où les 33 Etats membres de la FAO en Amérique latine et dans les Caraïbes se réuniront pour établir les priorités régionales de l'Organisation pour le prochain biennium. Lors de cette réunion, les ministres des Etats et les fonctionnaires de haut niveau discuteront des défis et des priorités liés à l'alimentation et l'agriculture.

Rencontre entre le Ministre de l'environnement et l'Officier en charge de la FAO

L'Officier en charge de la FAO, Monsieur Patrick David a rencontré, le Ministre de l'environnement, Monsieur James Cadet, pour discuter du partenariat entre le Ministère de l'environnement (MdE) et la FAO, et du renforcement de cette collaboration.

Au cours de cette rencontre, l'Officier en charge et le Ministre ont abordé divers sujets, notamment : le Cadre de Programmation Pays ; la 38ème conférence régionale de la FAO ; les centres de germoplasme de Lévy de Marfranc et de Fonds des Nègres ; les questions liées au changement climatique, au Fonds Vert pour le Climat, au Fonds pour l'Environnement Mondial.

Dans le cadre de cet échange, la FAO a exprimé son engagement continu à soutenir les efforts du MdE en matière de conservation et de gestion des ressources naturelles, de lutte contre le changement climatique, et d'amélioration de la sécurité alimentaire.

Signature du projet « Appui à la production, transformation et commercialisation vivrière paysanne durable dans le département du Centre »

Le jeudi 19 décembre 2023, l'Ambassadeur de l'Union Européenne (UE), Monsieur Stefano Gatto, et l'Officier en charge de la FAO, Monsieur Patrick David, ont procédé à la signature du projet « Appui à la production, transformation et commercialisation vivrière paysanne durable dans le département du Centre » en présence du l'Ordonnateur National, Monsieur Charles Jean Jacques et du Directeur de Cabinet du Ministre de l'agriculture, Monsieur Vilaire Guerrier et du représentant du Ministre de la Planification et de la coopération externe (MPCE), Monsieur Arthur Bonicet. Des cadres de la délégation de l'Union européenne, du Bureau de l'Ordonnateur National du Fonds Européen de Développement (BONFED) et de la FAO ont assisté à cette signature. Ce projet, financé par l'UE, sera mis en œuvre par la FAO Haïti, en étroite collaboration avec le MARNDR, avec les partenaires Agronomes et vétérinaires sans frontières (AVSF) et Mouvement paysan papaye (MPP).

Son objectif primordial consiste à contribuer à l'amélioration de la production, de la transformation agricole, de la sécurité alimentaire et nutritionnelle, ainsi que de la résilience face aux chocs, spécifiquement pour les ménages vulnérables situés dans le haut plateau du département du Centre. La durée du projet s'étendra sur une période de 36 mois, impactant positivement 1 444 ménages vulnérables dans les communes de Hinche, Maïssade, Cerca-la-Source et Mirebalais.

Organisation des Nations Unies
pour l'alimentation et l'agriculture

Bureau de la Représentation de la FAO en Haïti
Tel : +509 29 41 03 11 / E-mail : Fao-ht@fao.org
Site web : http://www.fao.org/haiti/fr
Twitter : @FAOHaiti
M. Patrick David, Officier en charge de la FAO en Haiti